

JEAN PISANI-FERRY

Titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l'Institut universitaire européen et Senior Fellow à Bruegel

Ceci est la 11^{ème} World Policy Conference. Je ne sais pas combien il y a eu de panels sur l'euro, mais nous sommes en 2018 et depuis sept ou huit ans au moins, nous avons eu des panels de ce type. Pourquoi revenons-nous sur cette question ? Peut-être l'une des raisons, pour relier ce dont nous discutons à ce qui a été discuté lors de sessions précédentes, a trait à ce qui est nécessaire pour qu'une monnaie devienne une monnaie internationale à part entière. L'euro est-il une monnaie internationale ou a-t-il une chance de le devenir ? C'est une dimension importante du projet et nous pourrions y revenir à un moment donné.

Par ailleurs, des discussions sont toujours en cours sur la réforme de l'euro. Des initiatives ont été prises récemment, notamment du côté français, et on a mené des discussions et négociations concernant une éventuelle union bancaire. Rien n'a encore été finalisé pour le moment et la question est actuellement de savoir quelles devraient être les priorités. Enfin, nous sommes confrontés à une nouvelle situation en Italie, qui ne concerne pas les différends à court terme entre le gouvernement italien et l'UE sur le budget, mais plus fondamentalement l'échec de l'Italie dans la zone euro, ou comment son économie peut se redresser dans, ou selon certains, hors de la zone euro.

Telles sont les raisons qui justifient notre débat. Mais laissez-moi vous dire quelques mots sur la nature des discussions en cours et sur la question des priorités. En ce qui concerne la nature des discussions, il existe essentiellement trois camps et ce depuis assez longtemps. L'un de ces camps estime que l'euro était une mauvaise idée dès le départ, que les pays européens n'étaient pas suffisamment intégrés ou similaires pour former une union monétaire. Ce débat a commencé dès le premier jour du projet et se poursuit encore aujourd'hui. Le second camp souligne que l'architecture du projet est incomplète et qu'il s'agit donc d'un projet immature : certaines mesures ont été prises, d'autres non. La question dès lors est de savoir quels éléments importants devraient être ajoutés pour que l'euro devienne beaucoup plus résilient et capable d'apporter prospérité.

Pour le troisième camp, la conception était bonne mais le comportement ne l'était pas. Les politiques n'ont pas suivi ce qui aurait dû être suivi après avoir adhéré à une monnaie commune. Il s'agit plus ici de disposer des bonnes politiques intérieures, la question étant de savoir quelles incitations sont nécessaires pour mettre ces politiques en place.

En ce qui concerne les priorités, les points de vue diffèrent selon l'analyse qui est faite de la situation. Pour certains, la priorité devrait être essentiellement financière, l'intégration financière, qui était clairement incomplète au début de l'euro et qui avait été négligée, en particulier tout ce qui concernait la supervision et la résolution de la crise bancaire, devrait rester la priorité et réaliser l'intégration des politiques sur le plan financier devrait rester une priorité absolue.

Pour d'autres, il manque l'élément fiscal - le budget ou la capacité fiscale, comme vous préférez - pour des raisons liées à la stabilisation, à la possibilité d'avoir un instrument capable de compléter la politique monétaire commune et pour des raisons liées aux transferts. C'est l'opinion de longue date selon laquelle l'élément manquant est l'aspect fiscal.

Nous ne devons pas oublier un troisième élément, l'aspect macroéconomique. Nous avons des problèmes qui évoluent rapidement et une dimension qui évolue lentement. Il s'agit notamment de l'ajustement des prix et des salaires, une accumulation de déséquilibres des balances courantes et des actifs et passifs qui en résultent ainsi que des positions nettes des actifs extérieurs. Ce fonctionnement macroéconomique doit être réformé. Cela nous amène sur des territoires différents, liés à la formation des prix régionaux dans des pays différents, aux institutions qui contribuent à la fixation des prix et des salaires et peut-être aussi aux investissements.

Enfin, certains estiment que la question est fondamentalement politique et que ce dont nous devons nous occuper, dans le contexte politique actuel, ce sont les institutions politiques dont la zone euro ne dispose pas, dont elle n'est pas équipée et des dimensions politiques du problème auquel nous sommes confrontés ainsi que des réponses politiques à ce problème.

C'est un vaste programme et je vais m'arrêter là. Je suis sûr que nous allons en aborder certaines parties mais nous ne pourrons évidemment pas tout couvrir.